



## La place des femmes dans les mouvements démocratiques

**Hélène Bidard**

Adjointe à la Maire de Paris – Égalité Femmes/Hommes,  
lutte contre les discriminations et Droits humains

Mesdames, Messieurs,

C'est avec un très grand plaisir que je vous accueille, au nom de la Ville de Paris et de la Maire de Paris, Anne HIDALGO, au sein de ce magnifique bâtiment qu'est l'Hôtel de Ville. Bravo à la Fondation Gabriel Péri et à l'Initiative féministe Euromed pour l'organisation de cette journée de réflexion, dont nous avons tant besoin en ce moment historique où bien des questions se posent au mouvement démocratique et progressiste. Merci à toutes et tous les intervenant.es de venir partager avec nous vos savoirs et votre expérience.

Je devrai malheureusement vous quitter très rapidement et vous prie de m'en excuser, mais je vous souhaite d'excellents travaux et serais ravie de prendre connaissance des conclusions de cette journée. Cela ne vous aura pas échappé, nous sommes en période pré-électorale, et je suis donc tenue de ne pas m'exprimer sur le bilan de la majorité municipale, mais je sais que beaucoup d'entre vous le connaissent, notamment en ce qui concerne le soutien de Paris aux mouvements féministes et la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Je puis néanmoins vous dire qu'en tant qu'adjointe aux droits des femmes, la prise en considération de mon action a considérablement évolué favorablement à partir de fin 2017 quand a surgi le mouvement « Metoo ». J'ai expérimenté *in vivo* le pouvoir qu'un mouvement social peut avoir dans les institutions.

Depuis « Metoo », la question de l'égalité femmes hommes est devenue incontournable et malheur à celui qui publiquement nierait l'importance du sujet. Cela ne veut pas dire que les réponses sont partout à la hauteur, loin de là, mais la mise à l'agenda politique de la question féministe, en particulier à travers la question des violences liées au genre, est une réalité indiscutable.

**Les mouvements féministes sont entrés dans une phase intense d'intervention politique à l'échelle mondiale et, malgré de fortes résistances, également en France.**



Les deux années passées, auront été celles de la prise de conscience mondiale de l'ampleur et de la diversité des violences faites aux femmes. Elles ont été des centaines de milliers à prendre la parole, dans le monde entier contre les violences sexistes et sexuelles.

Dans plusieurs pays, comme l'Argentine, l'Espagne, la Pologne, l'Irlande, de puissants mouvements pour la légalisation ou la défense de l'avortement se sont soulevés ces dernières années. Tantôt victorieux, tantôt non, ils ont tous laissé des traces, forgé des convictions et de nouvelles portes voix du féminisme.

Les femmes se mobilisent, se solidarisent, revendiquent l'égalité dans tous les secteurs.

Regardez en France comme la question des féminicides s'est imposée en quelques mois, sur les murs de Paris avec ces collages militants, au fil de multiples mobilisations populaires et symboliques.

S'appuyant sur le décompte morbide des 125 femmes assassinées par leur conjoint ou ex, soit une tous les deux jours depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la société française demande aux pouvoirs publics d'intervenir.

Depuis « Metoo », j'ai vu des mobilisations et des collectifs se constituer partout, de nouvelles associations, de nouvelles militantes, très jeunes, aux origines et aux parcours très divers, entrer dans la lutte. J'ai vu des hommes aussi, prendre conscience et se placer à nos côtés dans les manifestations, se questionner sur leur propre attitude. J'ai vu les féministes qui ont passé leur vie dans ces luttes se sentir ravigotées.

**C'est un mouvement de fond, historique et irrésistible, un espoir pour nos sociétés. En a-t-on bien pris la mesure ? Je n'en suis pas sûre. Mon intuition me dit que nous ne sommes qu'au début de la déferlante et que ce qui se passe aujourd'hui est de nature à transformer durablement les rapports sociaux.**

**Il reste néanmoins d'importantes entraves au dépassement du système patriarcal et à la construction d'une alternative féministe pour nos sociétés.**

J'en vois au moins quatre.

**La première, c'est le renforcement des inégalités lié aux politiques d'austérité et aux choix économiques actuels.** Il est clair que coupe budgétaire après coupe budgétaire, l'accès aux droits et aux services publics, les droits des femmes sont devenus limités. La réalité aujourd'hui est celle d'un



manque cruel de moyens financiers et humains dédiés aux politiques d'égalité et de lutte contre les violences, celle de dysfonctionnements des services de l'État qui non seulement désespèrent, mais font courir des risques aux femmes victimes et à leurs enfants. Et je ne parle pas de la réforme des retraites dont les femmes seront les premières victimes, ni le de l'incapacité actuelle à faire respecter l'égalité salariale et professionnelle dans le monde du travail. Nous avons décidé d'organiser le [forum féministe parisien du 8 mars](#) sur l'égalité professionnelle cette année. J'espère que nous serons nombreuses et nombreux à participer à la grève féministe mondiale qui se prépare pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, sous l'égide du Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) en France, parce qu'**une alternative féministe ne peut être dissociée d'un combat plus large pour la justice sociale et la répartition des richesses.**

**La seconde entrave, c'est la progression très alarmante des forces d'extrême droite partout dans le monde** et l'accession aux plus hautes fonctions d'hommes, populistes et violents se font les portes paroles des conceptions les plus réactionnaires des femmes et de la famille. La France n'est malheureusement pas épargnée par le phénomène, avec d'ailleurs, dans le cas du Rassemblement National, une usurpation des exigences féministes à des fins racistes et discriminatoires en direction des musulmans et des musulmanes ou des supposé.es musulmans et musulmanes. Ce qui est très inquiétant, c'est aussi la lâcheté de notre gouvernement qui au lieu de mener le débat d'idées sur ces questions, donne des gages à l'extrême droite. J'en prends pour preuve sa proposition de limiter l'accès des personnes étrangères à l'Aide médicale d'État, qui indéniablement aura une répercussion sur la santé des femmes. **Autrement dit, une alternative féministe ne peut être dissociée du combat contre l'extrême droite et les idées réactionnaires.** Nous en parlerons, ici, à Paris, dans le cadre du 25 novembre que nous avons décidé de dédier cette année à l'accès aux droits des femmes étrangères, notamment avec une journée interprofessionnelle le 21 novembre à laquelle vous êtes toutes et tous les bienvenus.

**La troisième entrave, c'est le sexisme qui perdure dans nos sociétés.** Je vous invite à lire le [rapport édifiant du Haut Conseil à l'égalité](#) publié au début de l'année, ou encore le très bon ouvrage de Valérie Rey Robert intitulé [La culture du viol à la française, du trousseage de domestique au droit d'importuner](#), très éclairant sur les fondements sexistes de notre société et sur certaines réactions au mouvement « Metoo » en France. Publicité sexistes, représentation réductrices des femmes dans les médias et productions culturelles, blagues et sexisme ordinaire sont encore bien ancrés. Aussi, **une alternative féministe passe aussi par la culture et l'éducation à l'égalité depuis le plus jeune âge et dans tous les lieux de sociabilité.**

**La dernière entrave, malgré des progrès, est une sous-estimation par l'ensemble des organisations politiques, démocratiques, syndicales et sociales de la question de l'égalité femmes hommes, y**



**compris en leur sein.** La question de la place des femmes dans notre société, dans les organisations, dans les institutions de la République est selon moi une des raisons de la grave crise de la représentation politique que nous traversons. Je pense qu'elle en est aussi une solution, pourvu, non pas que les femmes prennent la parole – elles le font ! – mais qu'elles soient enfin entendues ! **Poser la question d'une alternative féministe, c'est poser la question des femmes dans les lieux de pouvoir comme un enjeu démocratique majeur.**

**Car se pose aujourd'hui avec fracas la question des débouchés politiques au mouvement de fond en cours.**

**Je suis persuadée que ce sont les mobilisations féministes qui ont forcé l'organisation du « Grenelle des violences conjugales ».**

Les 60 propositions des groupes de travail nationaux présentées hier sont plutôt bonnes. Mais je ne vous cache pas ma réserve quant aux moyens qui seront effectivement alloués à leur mise en œuvre, notamment pour la police, la justice, le logement et les associations. A ce jour, et alors qu'il s'agit de l'entrave numéro 1, en particulier à Paris, aucune mesure n'a été annoncée concernant l'hébergement d'urgence et le logement des femmes victimes de violence. Nous avons même appris la possible fermeture d'un des rares lieux secrets où les femmes en dangers sont accueillies, du fait de la réforme tarifaire de l'hébergement d'urgence. Le fameux « fonds Catherine » dédié aux associations, à Paris c'est 13 000 euros, soit 1 euro par femme déjà accompagnée par les associations ! Celles-ci ne peuvent malheureusement plus faire face aux demandes d'accompagnement des femmes victimes de violences. Les propositions annoncées par la Secrétaire d'État ne touchent pas ce qui coûte cher et comme vous l'avez sans doute lu dans le [décryptage de Nous Toutes](#) du fameux milliard annoncé pour la lutte contre les violences conjugales, très peu de fonds ont été réellement dégagés, il s'agit d'un joli ripolnage du budget mais certainement pas d'une réponse à la hauteur des besoins. La prévention, l'éducation à l'égalité, sont, elles, inexistantes. Je ne rentre pas plus dans les détails mais je tenais à vous alerter sur ce point, car je suis inquiète de ces réponses, vu les besoins et les attentes.

**L'espoir du regain féministe de nos sociétés ne doit pas être douché par des réponses politiques faibles, dictées par des règles budgétaires aberrantes. D'autres choix sont possibles. J'espère que nous serons toutes et tous le 23 novembre dans la rue pour la manifestation à exiger de réelles mesures pour éradiquer les violences et pour placer l'égalité entre les femmes et les hommes, encore plus haut dans l'agenda politique de ce pays.**

Je vous remercie.